

**Convention collective départementale**

IDCC : 686. – **OUVRIERS**  
**DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS**  
**ET DES INDUSTRIES CONNEXES**  
**(GUYANE)**  
**(8 août 1972)**

(Etendue par arrêté du 10 août 1976,  
*Journal officiel* du 9 octobre 1976)

■ *Journal officiel* du 16 mars 2006

**Arrêté du 6 mars 2006 portant extension d'un avenant à la convention collective des ouvriers du bâtiment, des travaux publics et des industries connexes du département de la Guyane (n° 686)**

NOR : SOCT0610603A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 10 août 1976 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 4 août 1999, portant extension de la convention collective du 8 août 1972 des ouvriers du bâtiment, des travaux publics et des industries connexes du département de la Guyane et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 26 du 10 octobre 2005, relatif aux salaires minima mensuels, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 3 janvier 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli selon la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective du 8 août 1972 des ouvriers du bâtiment, des travaux publics et des industries

connexes du département de la Guyane, tel que modifié par l'accord du 20 février 1998, les dispositions de l'avenant n° 26 du 10 octobre 2005, relatif aux salaires minima mensuels, à la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mars 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des relations du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/47, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.